



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 5430

Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002

Date de dépôt : 17-01-2005

Date de l'avis du Conseil d'État : 22-03-2005

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
31-05-2006	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
17-01-2005	Déposé	5430/00	<u>5</u>
22-03-2005	Avis du Conseil d'Etat (22.3.2005)	5430/01	<u>18</u>
27-04-2006	Rapport de commission(s) : Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports Rapporteur(s) :	5430/02	<u>21</u>
20-06-2006	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (20-06-2006) Evacué par dispense du second vote (20-06-2006)	5430/03	<u>26</u>
31-12-2006	Publié au Mémorial A n°125 en page 2143	5430	<u>29</u>

Résumé

N° 5430

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002

Résumé

Signé le 6 décembre 2002 à Bruxelles entre la Communauté européenne et ses Etats membres de l'UE d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine d'autre part, l'accord vise à harmoniser et à améliorer les conditions dans lesquelles s'effectuent les transports maritimes entre les ports de l'Union européenne et ceux de la Chine. L'accord en question étant conclu pour une période de cinq ans repose sur les principes de la libre prestation de services de transport maritime, du libre accès aux cargaisons et au trafic tiers, de l'accès aux services auxiliaires sans restrictions ainsi que d'un traitement identique à celui qui est accordé aux entreprises nationales pour l'utilisation de ces services.

5430/00

N° 5430

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2004-2005

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002

* * *

*(Dépôt: le 17.1.2005)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (11.1.2005)	1
2) Texte du projet de loi	2
3) Exposé des motifs.....	2
4) Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes	3

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires Etrangères et de l'Immigration et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre des Affaires Etrangères et de l'Immigration est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002.

Palais de Luxembourg, le 11 janvier 2005

*Le Ministre des Affaires Etrangères
et de l'Immigration,*

Jean ASSELBORN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique.— Est approuvé l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi a pour but de ratifier l'accord relatif aux transports maritimes entre la Communauté européenne et ses Etats membres d'une part, et la République populaire de Chine d'autre part.

Pour entrer en vigueur, cet accord, signé par tous les Etats membres de la Communauté européenne en marge du Conseil européen des Ministres des transports à Bruxelles le 6 décembre 2002 doit à présent être ratifié.

La Chine est le troisième partenaire commercial de l'Union européenne et compte parmi les principaux prestataires de services internationaux de transport maritime. Le marché chinois présente un intérêt considérable pour les compagnies de navigation européennes. Les relations entre l'Union européenne et la Chine dans le domaine des transports maritimes se sont sensiblement améliorées au cours de ces dernières années.

L'accord vise à améliorer les conditions dans lesquelles s'effectuent les transports maritimes à destination et en provenance de la Chine. Il repose sur les principes de libre prestation de services de transport maritime, de libre accès aux cargaisons et au trafic tiers, de l'accès aux services auxiliaires sans restriction et d'un traitement identique à celui qui est accordé aux entreprises nationales pour l'utilisation de ces services. Il couvre tous les aspects des services de porte à porte.

L'accord est conclu pour une période de 5 ans, renouvelable chaque année. Il remplace les accords bilatéraux existants conclus avec la Chine par 11 des 15 Etats membres de la Communauté européenne à l'époque de la signature. Il réalise un degré de libéralisation supérieur à celui atteint jusque-là sur une base bilatérale et il améliore considérablement la qualité des relations entre l'Union européenne et la Chine dans le domaine maritime.

Il y a enfin lieu de rappeler que la décision du Conseil du 12 février 1998 autorisant la Commission à négocier avec la Chine un accord bilatéral dans le domaine des transports maritimes a été négociée avec succès au cours de la dernière présidence luxembourgeoise en 1997.

*

ACCORD
entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une
part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine,
d'autre part, relatif aux transports maritimes

Le Royaume de Belgique,
Le Royaume de Danemark,
La République fédérale d'Allemagne,
La République hellénique,
Le Royaume d'Espagne,
La République française,
L'Irlande,
La République italienne,
Le Grand-Duché de Luxembourg,
Le Royaume des Pays-Bas,
La République d'Autriche,
La République portugaise,
La République de Finlande,
Le Royaume de Suède,

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

parties au traité instituant la Communauté européenne, ci-après dénommés les „Etats membres de la Communauté“,

et

La Communauté européenne,

ci-après dénommée „Communauté“,

d'une part, et

Le Gouvernement de la République populaire de Chine,

ci-après dénommée „la Chine“,

d'autre part,

Tenant compte de l'accord de coopération commerciale et économique conclu en mai 1985 entre la Communauté économique européenne et la République populaire de Chine,

Reconnaissant l'importance des relations existant entre la Communauté et ses Etats membres et la Chine dans le domaine des transports maritimes,

Convaincues que la coopération entre les parties dans le domaine maritime international favorisera le développement des relations commerciales et économiques entre la Chine et la Communauté et ses Etats membres,

Désireuses de renforcer et de consolider les relations entre les parties dans le domaine des transports maritimes internationaux, sur la base des principes d'égalité et d'intérêt mutuel,

Reconnaissant l'importance des services de transport maritime et soucieuses de promouvoir davantage les transports intermodaux comportant une partie maritime afin d'améliorer le fonctionnement de la chaîne des transports,

Reconnaissant l'importance que revêt le développement d'une approche souple et fondée sur les lois du marché et les avantages que présente pour les opérateurs économiques des deux parties la possibilité de contrôler et d'exploiter leurs propres services de transports internationaux de marchandises dans le contexte d'un système de transports maritimes internationaux efficace,

Tenant compte des accords bilatéraux existants conclus entre les Etats membres de la Communauté et la Chine dans le domaine maritime,

Apportant leur soutien aux négociations multilatérales concernant les services de transport maritime organisées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce,

Ont décidé de conclure le présent accord et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires:

Le Royaume de Belgique:

Isabelle DURANT

*Vice-Premier Ministre et Ministre de la mobilité
et des transports*

Le Royaume de Danemark:

Bendt BENDTSEN

*Ministre des affaires économiques, du commerce
et de l'industrie*

La République fédérale d'Allemagne:

Manfred STOLPE

*Ministre fédéral des transports, de la construction
et du logement*

Wilhelm SCHÖNFELDER

*Ambassadeur, Représentant permanent de la
République fédérale d'Allemagne*

La République hellénique:

Georgios ANOMERITIS

Ministre de la marine marchande

Le Royaume d'Espagne:

Francisco ÁLVAREZ-CASCOS FERNÁNDEZ

Ministre du développement du territoire

La République française:

Pierre SELLAL

*Ambassadeur, Représentant permanent
de la République française*

L'Irlande:

Peter GUNNING

Représentant permanent adjoint de l'Irlande

La République italienne:

Pietro LUNARDI

Ministre des infrastructures et des transports

Le Grand-Duché de Luxembourg:

Henri GRETHEN

Ministre de l'économie, Ministre des transports

Le Royaume des Pays-Bas:

Roelf Hendrik de BOER

Ministre des communications et des travaux publics

La République d'Autriche:

Mathias REICHHOLD

*Ministre fédéral des communications, de l'innovation
et de la technologie*

La République portugaise:

Luís Francisco VALENTE DE OLIVEIRA

Ministre des travaux publics, des transports et du logement

La République de Finlande:

Kimmo SASI

Ministre des transports et des communications

Le Royaume de Suède:

Ulrica MESSING

Ministre des communications

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

David JAMIESON

*Secrétaire d'Etat („Parliamentary Under-Secretary of State“)
au Ministère des transports*

La Communauté européenne:

Bendt BENDTSEN

*Ministre des affaires économiques, du commerce
et de l'industrie du Royaume de Danemark
Président en exercice du Conseil de l'Union européenne*

Loyola de PALACIO

*Vice-président de la Commission des
Communautés européennes*

Le Gouvernement de la République populaire de Chine:

Chunxian ZHANG

*Ministre des communications de la République
populaire de Chine*

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

Article 1

Objectif

Le présent accord vise à améliorer les conditions dans lesquelles s'effectuent les opérations de transports maritimes de fret à destination et en provenance de la Chine, à destination et en provenance de la Communauté, et à destination et en provenance de la Communauté et de la Chine, d'une part, et des pays tiers, d'autre part, dans l'intérêt des opérateurs économiques des parties. Il repose sur les principes de libre prestation des services de transport maritime, de libre accès aux cargaisons et au trafic tiers, de l'accès aux services auxiliaires sans restriction et d'un traitement identique à celui qui est accordé aux entreprises nationales pour l'utilisation des services portuaires et auxiliaires et en ce qui concerne la présence commerciale. Il couvre tous les aspects des services porte à porte.

Article 2

Champ d'application

1. Le présent accord s'applique aux transports maritimes internationaux de fret et aux services logistiques, y compris les opérations multimodales dans lesquelles interviennent les transports maritimes, entre les ports de la Chine et ceux des Etats membres de la Communauté, ainsi qu'aux transports maritimes internationaux de fret entre les ports des Etats membres de la Communauté. Il s'applique également au trafic tiers et aux mouvements d'équipements, tels que les conteneurs vides – qui ne sont pas transportés comme fret contre paiement – entre différents ports chinois ou différents ports d'un Etat membre de la Communauté.

Si des navires d'une partie naviguent d'un port de l'autre partie vers un autre ou d'un port d'un Etat membre de la Communauté vers un autre en vue de charger une cargaison à destination de l'étranger ou de décharger une cargaison en provenance de l'étranger, ces opérations sont considérées comme s'inscrivant dans le cadre des transports maritimes internationaux.

Le présent accord ne s'applique pas aux opérations de transport national entre des ports chinois ou entre des ports d'un Etat membre de la Communauté.

2. Le présent accord ne porte en rien atteinte à l'application des accords maritimes bilatéraux conclus entre la Chine et les Etats membres de la Communauté pour les questions exclues du champ d'application dudit accord.

3. Le présent accord ne porte en rien atteinte au droit des navires de pays tiers d'effectuer des opérations de transport de fret et de passagers entre les ports des parties ou entre les ports de l'une des parties et ceux d'un pays tiers.

Article 3

Définitions

Aux fins du présent accord, on entend par:

- a) „services de transport maritime de fret et services logistiques internationaux“: la fourniture de services internationaux de transport de fret et des services auxiliaires de manutention, de stockage et d'entreposage des marchandises, de services de dédouanement, de dépôt et d'entreposage des conteneurs, dans le port ou à terre, de services d'agence maritime et de services d'expédition du fret;
- b) „opérations de transport multimodales“: le transport de fret au moyen de plusieurs modes de transport, dont les transports maritimes, sous un document unique;

- c) „services d’agence maritime“: les activités consistant, dans une zone géographique donnée, à représenter en qualité d’agent les intérêts commerciaux d’une ou plusieurs lignes ou compagnies de navigation, aux fins suivantes:
- la commercialisation et la vente de services de transport maritime et de services auxiliaires, depuis la remise d’offre jusqu’à la facturation, ainsi que la délivrance du connaissement au nom des compagnies, la sous-traitance des services auxiliaires nécessaires, la préparation des documents et la fourniture d’informations commerciales;
 - la représentation des compagnies, l’organisation des escales et, au besoin, la prise en charge des cargaisons.
- d) „services d’expédition du fret“: les activités consistant à organiser et surveiller les opérations d’expédition au nom des chargeurs, en sous-traitant les services auxiliaires nécessaires, en préparant les documents et en fournissant des informations commerciales;
- e) „compagnie de navigation“: une société remplissant les conditions suivantes:
- i) société constituée en vertu du droit public ou privé de la Chine, de la Communauté européenne ou d’un Etat membre de la Communauté;
 - ii) société dont le siège statutaire, l’administration centrale ou le principal établissement se trouve respectivement sur le territoire communautaire ou chinois;
 - iii) société fournissant des services internationaux de transport maritime au moyen de navires dont elle est le propriétaire ou l’exploitant.
- Les compagnies de navigation établies hors du territoire de la Communauté ou de la Chine et contrôlées respectivement par des ressortissants d’un Etat membre de la Communauté ou de la Chine bénéficient également des dispositions du présent accord pour autant que leurs navires soient immatriculés dans l’Etat membre concerné ou en Chine conformément à la législation en vigueur;
- f) „filiale“: une société détenue par une compagnie de navigation et dotée de la personnalité juridique;
- g) „succursale“: un établissement détenu par une compagnie de navigation et dépourvu de personnalité juridique propre;
- h) „bureau de représentation“: un bureau de représentation d’une compagnie de navigation d’une partie établie sur le territoire de l’autre partie;
- i) „navire“: tout navire marchand immatriculé auprès du bureau d’immatriculation des navires de l’une des parties sous le pavillon national de la partie en question conformément à la législation de la Chine, de la Communauté ou de ses Etats membres, et effectuant des transports maritimes internationaux, y compris les navires battant pavillon d’un pays tiers mais détenus ou exploités par une compagnie de navigation de la Chine ou d’un Etat membre de la Communauté. Sont toutefois exclus de cette définition les navires de guerre et les autres navires non commerciaux.

Article 4

Prestation de services

1. Chaque partie continue à accorder aux navires battant pavillon de l’autre partie, ou exploités par des ressortissants ou des sociétés de l’autre partie, un traitement non moins favorable au traitement accordé à ses propres navires, en ce qui concerne l’accès aux ports et l’utilisation de l’infrastructure portuaire et des services auxiliaires, y compris en ce qui concerne les droits et redevances connexes, les formalités douanières et la désignation de postes de mouillage et d’installations de chargement et de déchargement.
2. Les parties s’engagent à appliquer de manière effective le principe de l’accès illimité au marché et au trafic maritimes internationaux sur une base commerciale et non discriminatoire.
3. Dans le cadre de l’application des principes énumérés aux paragraphes 1 et 2, les parties:
 - a) s’abstiennent d’introduire des clauses de partage de cargaisons dans les accords bilatéraux futurs avec des pays tiers concernant les services de transport maritime et abrogent dans un délai

raisonnable toute clause de ce type figurant éventuellement dans les accords bilatéraux conclus antérieurement avec des pays tiers dans le domaine des services de transport maritime;

- b) abolissent, dès l'entrée en vigueur du présent accord, toutes les mesures unilatérales, techniques et administratives, et autres obstacles susceptibles de constituer une restriction déguisée ou d'avoir des effets discriminatoires sur la libre prestation de services internationaux de transport maritime;
 - c) s'abstiennent, dès l'entrée en vigueur du présent accord, d'appliquer des mesures administratives, techniques et législatives susceptibles d'entraîner une discrimination entre leurs ressortissants ou sociétés et ceux de l'autre partie pour la prestation de services internationaux de transport maritime.
4. Chaque partie garantit aux compagnies de navigation de l'autre partie, sur une base non discriminatoire et suivant des modalités à convenir entre les compagnies concernées, l'accès aux et l'utilisation des services de collecte fournis par les compagnies de navigation enregistrées dans la première partie contractante pour le fret international entre les ports de la Chine ou entre les ports d'un Etat membre de la Communauté.

Article 5

Présence commerciale

En ce qui concerne les activités liées à la fourniture de services internationaux de transport maritime de fret et de services logistiques, y compris les opérations de transport multimodales porte à porte, chaque partie autorise les compagnies de navigation de l'autre partie à établir une présence commerciale sur son territoire sous la forme de filiales, de succursales ou de bureaux de représentation contrôlés à 100% ou résultant d'un investissement conjoint et, pour ce qui est des filiales et des succursales, à exercer des activités économiques conformément à la législation et aux réglementations applicables. Ces activités englobent les opérations suivantes, sans pour autant s'y limiter:

- 1) recherche de cargaisons et réservation d'espace de chargement;
- 2) établissement, confirmation, traitement et délivrance du document de transport, y compris du connaissance direct généralement accepté dans les transports maritimes internationaux; préparation de documentation concernant les documents de transport et les documents douaniers;
- 3) fixation, perception et transfert du fret ou des frais connexes découlant des contrats de service ou des taux de fret;
- 4) négociation et conclusion de contrats de services;
- 5) conclusion de contrats en vue de l'acheminement de la cargaison par route ou par rail, de la distribution de la cargaison et d'autres services auxiliaires connexes;
- 6) remise et publication de tarifs;
- 7) exercice d'activités de commercialisation en rapport avec les services offerts;
- 8) possession de l'équipement nécessaire aux activités économiques exercées;
- 9) mise à disposition d'informations commerciales par tous moyens, y compris les systèmes informatisés et l'échange électronique de données dans le respect des éventuelles restrictions non discriminatoires concernant les télécommunications;
- 10) établissement d'entreprises conjointes avec des agences maritimes locales dans la perspective d'activités connexes, telles que l'organisation des escales des navires ou la réception des cargaisons en vue de leur expédition.

Article 6

Transparence

- 1. Chaque partie publie rapidement, moyennant une consultation préalable et un préavis approprié, toutes les mesures utiles d'application générale ayant trait au présent accord ou susceptibles d'en influencer le fonctionnement.

2. Lorsque la publication visée au paragraphe 1 est impossible, les informations concernées sont mises à la disposition du public selon d'autres modalités.
3. Chaque partie répond rapidement à toute demande d'information spécifique de l'autre partie concernant ses mesures d'application générale au sens du paragraphe 1.

Article 7

Réglementation nationale

1. Les parties veillent à ce que toutes les mesures d'application générale exerçant une influence sur les services internationaux de transport maritime soient administrées de manière raisonnable, objective et impartiale.
2. Lorsqu'une autorisation est nécessaire, les autorités compétentes d'une partie, à l'expiration d'un délai raisonnable à compter de la réception d'une demande jugée complète en vertu de la législation et des dispositions réglementaires en vigueur, informent le demandeur de la suite donnée à sa demande. A la demande du demandeur, les autorités compétentes de la partie concernée lui communiquent sans délai des informations sur l'état d'avancement de la demande.
3. Afin de garantir que les mesures relatives aux normes techniques et aux exigences et procédures d'autorisation n'entravent pas inutilement les échanges, les exigences doivent reposer sur des critères objectifs, non discriminatoires, préétablis et transparents, comme la capacité de fournir le service et, dans le cas des procédures d'autorisation, ne pas constituer en elles-mêmes une restriction ou une entrave à la prestation du service.

Article 8

Personnel de base

Les filiales, succursales ou bureaux de représentation détenus à 100% ou résultant d'un investissement conjoint d'une compagnie de navigation d'une partie établie sur le territoire de l'autre partie sont habilités à employer du personnel de base, conformément à la législation en vigueur dans le pays hôte, indépendamment de la nationalité des personnes concernées. Chaque partie facilite l'obtention des permis de travail et visas nécessaires aux employés étrangers.

Article 9

Paiements et mouvements de capitaux

1. Les recettes réalisées par des ressortissants et des sociétés de l'une des parties dans le cadre d'opérations relevant des transports maritimes internationaux ou d'opérations multimodales menées sur le territoire de l'autre partie peuvent être versées en monnaie librement convertible.
2. Les recettes et les dépenses liées aux activités économiques des filiales, succursales et bureaux de représentation des compagnies de navigation d'une partie établie dans l'autre partie peuvent être versées dans la monnaie nationale du pays hôte. Le solde restant après le versement des redevances locales par les compagnies de navigation, filiales, succursales ou bureaux de représentation susmentionnés peut être librement transféré à l'étranger au taux de change de la banque à la date du transfert.

Article 10

Coopération maritime

Aux fins de promouvoir le développement de leur secteur maritime, les parties encouragent leurs autorités compétentes, compagnies de navigation, ports, instituts de recherche concernés, universités et collèges à coopérer, notamment (mais pas exclusivement) dans les domaines suivants:

- 1) échange de vues concernant leurs activités dans le cadre des organisations maritimes internationales;
- 2) élaborent et améliorent la législation applicable aux transports maritimes et à la gestion du marché;
- 3) promeuvent la performance des services de transport pour le commerce maritime international par une exploitation efficace des ports et de la flotte des parties;
- 4) assurent la sécurité maritime et préviennent la pollution marine;
- 5) promeuvent l'éducation et la formation dans le domaine maritime, notamment en ce qui concerne les marins;
- 6) échangent du personnel, des informations scientifiques et des technologies;
- 7) intensifient les efforts entrepris pour lutter contre la piraterie et le terrorisme.

Article 11

Consultations et règlement des litiges

1. Les parties prennent les mesures nécessaires pour garantir la bonne exécution du présent accord.
2. Les autorités compétentes des parties s'efforcent de régler par la consultation amiable tout différend concernant l'interprétation ou l'application du présent accord. En l'absence d'accord, le litige sera réglé par la voie diplomatique.

Article 12

Modification

Le présent accord peut être modifié par accord écrit entre les parties et la modification entrera en vigueur suivant les procédures prévues à l'article 15, paragraphe 2.

Article 13

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique, d'une part, aux territoires auxquels s'applique le traité instituant la Communauté européenne et dans les conditions fixées par ce traité et, d'autre part, au territoire chinois.

Article 14

Textes faisant foi

Le présent accord est rédigé en double exemplaire en langues danoise, néerlandaise, anglaise, finnoise, française, allemande, grecque, italienne, portugaise, espagnole, suédoise et chinoise, tous ces textes faisant également foi.

Article 15

Durée de validité et entrée en vigueur

1. Le présent accord est conclu pour une période de cinq ans. Il est reconduit tacitement chaque année sauf si une des parties le dénonce par écrit six mois avant la date d'expiration.
2. Le présent accord est approuvé par les parties selon les procédures qui leur sont propres.
Le présent accord entre en vigueur le premier jour du second mois suivant la date à laquelle les parties se notifient mutuellement l'accomplissement des procédures visées au premier alinéa.

3. Si, sur certains points, le présent accord est moins favorable que les accords bilatéraux existants conclus entre des Etats membres de la Communauté et la Chine, les dispositions les plus favorables s'appliquent sans préjudice des obligations de la Communauté et compte tenu du traité instituant la Communauté européenne. Les dispositions du présent accord remplacent celles des accords bilatéraux précédents conclus entre les Etats membres de la Communauté et la Chine si elles sont contradictoires ou identiques. Les dispositions des accords bilatéraux existants qui ne sont pas couvertes par le présent accord restent applicables.

EN FE DE LO CUAL, los plenipotenciarios abajo firmantes suscriben el presente Acuerdo.

TIL BEKRÆFTELSE HERAF har undertegnede befuldmægtigede underskrevet denne aftale.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ, οι υπογραφοντες πληρεξουσιοι εθεσαν την υπογραφή τους κάτω από την παρούσα συμφωνία.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries have signed this Agreement.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leur signature au présent accord.

IN FEDE DI CHE i Plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente accordo.

TEN BLIJKE WAARVAN de, hiertoe naar behoren gemachtigde, ondergetekenden hun handtekening onder deze overeenkomst hebben gesteld.

EM FÉ DO QUE, os abaixo-assinados apuseram as suas assinaturas no presente Acordo.

TÄMÄN VAKUUDEKSI alla mainitut täysivaltaiset edustajat ovat allekirjoittaneet tämän sopimuksen.

TILL BEVIS HÄRPÅ har undertecknade befullmäktigade undertecknat detta avtal.

以下特命全权代表已在本协定上签字，以昭信守。

Hecho en Bruselas, el seis de diciembre del dos mil dos.

Udfærdiget i Bruxelles den sjette december to tusind og to.

Geschehen zu Brüssel am sechsten Dezember zweitausendundzwei.

Έγινε στις Βρυξελλες, στις εξι Δεκεμβριου δυο χιλιαδες δυο.

Done at Brussels on the sixth day of December in the year two thousand and two.

Fait à Bruxelles, le six décembre deux mille deux.

Fatto a Bruxelles, addi' sei dicembre duemiladue.

Gedaan te Brussel, de zesde december tweeduizendtwee.

Feito em Bruxelas, em seis de Dezembro de dois mil e dois.

Tehty Brysselissä kuudentena päivänä joulukuuta vuonna kaksituhattakaksi.

Som skedde i Bryssel den sjätte december tjugohundratvå.

本协定于二〇〇二年十二月六日在布鲁塞尔签订。

Service Central des Imprimés de l'Etat

5430/01

N° 5430¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2004-2005

PROJET DE LOI**portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(22.3.2005)

Par dépêche du 7 janvier 2005, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a fait parvenir au Conseil d'Etat le projet de loi sous objet, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.

Au texte du projet de loi proprement dit étaient joints un bref exposé des motifs ainsi que l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes.

L'accord en question se place dans le contexte de la coopération commerciale et économique de l'Union européenne avec la Chine, conformément à un premier accord conclu en la matière en mai 1985. Tant le fait que la République populaire de Chine est le troisième partenaire commercial non européen de l'Union européenne que la croissance soutenue dont fait preuve l'économie chinoise soulignent non seulement l'importance des relations commerciales sino-européennes, mais plaident aussi pour la mise en place et le développement d'accords destinés à faciliter les transports, corollaire indispensable du développement des échanges commerciaux souhaités.

L'Accord a pour objet de créer des conditions-cadre harmonisées pour les transports maritimes à effectuer entre les ports de l'Union européenne et ceux de la République populaire de Chine; les stipulations de l'Accord s'appliquent par ailleurs aussi aux transports internationaux par mer effectués entre les ports des Etats membres de l'Union. Il inclut en outre les activités accessoires et les services auxiliaires liés aux transports maritimes de fret et aux services logistiques afférents, y compris les opérations de transport multimodales de porte à porte ainsi que la présence des compagnies maritimes d'une Partie sur le territoire de l'autre.

Aux termes de l'article 4 de l'Accord, les Parties se sont mises d'accord sur une clause de non-discrimination réciproque des navires battant pavillon de l'autre Partie, et elles s'interdisent d'introduire des clauses de partage de cargaison dans des conventions avec des pays tiers. Elles s'engagent à mettre tout en œuvre pour abolir toutes entraves techniques, administratives ou législatives à la libre prestation de services dans le domaine du transport de fret par voie maritime.

Comme onze des quinze Etats membres de l'Union européenne avaient au moment de la signature de l'accord sous examen conclu des accords bilatéraux avec la Chine populaire, l'importance du paragraphe 3 de l'article 15 mérite en outre d'être soulignée. En effet, ce paragraphe 3 de l'article 15 retient que dans la mesure où des accords bilatéraux existants entre un Etat membre et la Chine comportent des dispositions plus favorables que l'accord à approuver, ces dispositions continueront à s'appliquer, nonobstant l'entrée en vigueur du nouvel accord.

L'Accord est conclu pour un terme de cinq ans avec la possibilité de le reconduire d'année en année par tacite reconduction, sauf dénonciation écrite par l'une des Parties avec préavis de six mois. Il entrera en vigueur au moment où toutes les parties auront accompli les procédures de ratification prévues à cet effet par leur droit national interne.

La Commission européenne avait dès l'aboutissement des négociations avec la Chine, dont le lancement avait été décidé en février 1998, proposé au Conseil la signature et la conclusion de l'Accord. Le Conseil a formellement approuvé l'Accord lors de sa réunion du 3 octobre 2003, et dans son rapport du 9 juillet 2003 la Commission de la politique régionale, des transports et du tourisme du Parlement européen y a à son tour marqué son accord. L'Accord a été signé à Bruxelles, le 6 décembre 2002.

Ni le texte de l'Accord, ni le libellé de l'article unique du projet de loi ne donnent lieu à observation.

Dans ces conditions, le Conseil d'Etat se prononce en faveur du projet de loi sous avis et propose d'approuver l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 22 mars 2005.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

5430/02

N° 5430²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2005-2006

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ECONOMIE,
DE L'ENERGIE, DES POSTES ET DES SPORTS**

(27.4.2006)

La Commission se compose de: M. Alex BODRY, Président; M. Jos SCHEUER, Rapporteur; M. John CASTEGNARO, Mme Colette FLESCH, M. Henri GRETHEN, Mme Françoise HETTOGAASCH, MM. Henri KOX, Robert MEHLEN, Marcel SAUBER, Marco SCHANK et Marc SPAUTZ, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

Le projet de loi a été déposé le 17 janvier 2005 par le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration. L'avis du Conseil d'Etat date du 22 mars 2005. La Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports a désigné, dans sa réunion du 5 avril 2006, M. Jos Scheuer comme rapporteur du projet de loi. Au cours de cette même réunion, la commission a analysé le projet de loi et l'avis de la Haute Corporation. Le présent rapport a été adopté par la commission le 27 avril 2006.

*

**2. LA CHINE,
UNE PUISSANCE ECONOMIQUE EN PLEIN ESSOR**

Au cours des dernières décennies, la République populaire de Chine s'est hissée au quatrième rang des économies mondiales, derrière les Etats-Unis d'Amérique, le Japon et l'Allemagne. Avec une croissance du PIB supérieure à 9% en moyenne annuelle, la Chine compte parmi les pays émergents les plus dynamiques du monde. En grande partie, cette croissance est due à la progression spectaculaire du commerce extérieur chinois.

Selon les chiffres publiés par l'Office statistique de l'Union européenne Eurostat, les échanges commerciaux entre l'Union européenne et la Chine ont atteint un volume de 175 milliards d'euros en 2004. Aujourd'hui, la Chine est le deuxième partenaire commercial de l'Union des Vingt-cinq après les Etats-Unis, alors que l'UE est devenue le premier partenaire commercial de la Chine, devançant les USA et le Japon. Or, avec un déficit commercial de l'ordre de 78,8 milliards d'euros en 2004, il faut se rendre à l'évidence que le revers de la médaille des échanges croissants avec l'Empire du Milieu consiste en une nette dégradation de la balance commerciale de l'UE. En effet, il s'agit du déficit commercial bilatéral le plus important de l'Union, et il continue à se creuser.

En ce qui concerne les activités de transport maritime, la Chine compte parmi les principaux prestataires de services internationaux dans ce domaine, de même que le marché chinois présente un intérêt considérable pour les compagnies de navigation européennes.

Tableau 1: Evolution des échanges commerciaux entre l'Union européenne et la République populaire de Chine (1999-2004)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Importations						
– en valeur (milliards d'euros)	52,41	74,37	81,62	89,60	105,40	126,91
– en % des importations totales	7,0	7,5	8,3	9,5	11,2	12,3
Exportations						
– en valeur (milliards d'euros)	19,62	25,76	30,55	34,87	41,17	48,13
– en % des exportations totales	2,8	3,0	3,4	3,9	4,7	5,0
Balance commerciale						
– en valeur (milliards d'euros)	-32,79	-48,61	-51,07	-54,74	-64,23	-78,78

Source: Eurostat (<http://epp.eurostat.cec.eu.int>)

Quant aux échanges entre la Chine et le Luxembourg, ils se sont également multipliés au cours des dernières années (cf. tableau 2). Les principaux produits exportés par le Luxembourg à destination de la Chine sont les matières textiles, les métaux communs, les machines et les appareils. Le Luxembourg importe surtout des produits textiles, des machines et des appareils en provenance de la Chine. Or, contrairement à l'Union européenne dans son ensemble, le Luxembourg affiche un solde commercial bilatéral nettement positif.

Tableau 2: Evolution des échanges commerciaux entre le Luxembourg et la République populaire de Chine (1999-2005, en millions d'euros, chiffres provisoires)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Importations	34,94	45,94	46,18	43,40	46,59	54,14	62,00
Exportations	39,14	68,15	59,14	58,55	128,54	95,31	133,75
Balance commerciale	+4,20	+22,21	+12,96	+15,15	+81,95	+41,17	+71,75

Source: Statec¹

A noter que la Chine et l'Union européenne sont liées par un accord de coopération commerciale et économique depuis mai 1985. Depuis le mois de décembre 2001, la Chine est membre de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). Elle est par ailleurs membre de l'Organisation maritime internationale (OMI) depuis 1973.

*

3. L'ACCORD ENTRE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE RELATIF AUX TRANSPORTS MARITIMES

Signé le 6 décembre 2002 à Bruxelles entre la Communauté européenne et ses Etats membres d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine d'autre part, approuvé par le Conseil lors de sa réunion du 3 octobre 2003 et avalisé par le Parlement européen le 9 juillet 2003, l'accord relatif aux transports maritimes vise à harmoniser et à améliorer les conditions dans lesquelles s'effectuent les transports maritimes entre les ports de l'Union européenne et ceux de la Chine. Il repose sur les principes de la libre prestation de services de transport maritime, du libre accès aux cargaisons et au trafic tiers, de l'accès aux services auxiliaires sans restrictions et d'un traitement identique à celui qui est accordé aux entreprises nationales pour l'utilisation de ces services. Dans l'intérêt de la promotion des transports intermodaux comportant une partie maritime, il couvre également tous les aspects

¹ Il faut cependant tenir compte du fait que les statistiques ne reflètent pas scrupuleusement toutes les données concernant les importations et exportations, du fait qu'une certaine quantité de marchandises transitent d'abord par d'autres pays, entre autres ceux de l'Union européenne, avant d'être importées au Luxembourg, ce qui explique que les statistiques ne sauraient les relater pour le moment.

des services de porte à porte. Ainsi, l'accord réalise un degré de libéralisation supérieur à celui atteint jusque-là sur une base bilatérale, et il améliore considérablement la qualité des relations entre l'Union européenne et la Chine dans le domaine maritime.

Alors que le Luxembourg n'a jamais conclu d'accord bilatéral avec la Chine dans le domaine des transports maritimes, l'entrée en vigueur de l'accord dont la ratification fait l'objet du présent projet de loi permettra aux compagnies de navigation maritime luxembourgeoises de continuer à développer leurs activités sous l'empire de cet accord sino-européen.

Selon son article 15, l'accord est conclu pour une période de cinq ans. Il est reconduit tacitement chaque année, sauf si une des parties contractantes le dénonce par écrit six mois avant la date d'expiration. L'accord pourra entrer en vigueur dès que toutes les parties se sont notifiées mutuellement l'accomplissement des procédures de ratification respectives.

Le projet de loi sous rubrique trouve l'accord inconditionnel du Conseil d'Etat.

Pour tenir compte de l'adhésion de dix nouveaux Etats membres à l'Union européenne le 1er mai 2004, l'Union et la Chine ont signé le 24 septembre 2004 à Bruxelles un protocole qui étend le champ d'application géographique de l'accord aux nouveaux Etats membres de l'Union. La proposition de décision du Conseil² y relative date du 7 janvier 2005. Dans le cadre de la procédure de consultation, le Parlement européen a donné son aval au protocole le 5 juillet 2005. Une fois publié au Journal officiel de l'UE, le protocole devra être ratifié par les parties contractantes selon les procédures qui leur sont propres.

*

4. COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

La commission parlementaire a jugé opportun de maintenir l'article unique dans sa forme initiale. Conclu pour une période de 5 ans, l'accord doit être ratifié par tous les Etats membres de l'UE avant d'entrer en vigueur. L'accord en question vise à améliorer les conditions dans lesquelles se déroulent les transports maritimes à destination et en provenance de la Chine.

*

Compte tenu des observations qui précèdent, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports recommande à la Chambre des Députés de voter le texte dans la teneur qui suit:

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION DE L'ECONOMIE, DE L'ENERGIE, DES POSTES ET DES SPORTS

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002

Article unique.— Est approuvé l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002.

Luxembourg, le 27 avril 2006

Le Rapporteur,
Jos SCHEUER

Le Président,
Alex BODRY

Remarque: Pour le texte entier de l'Accord, il est renvoyé au document parlementaire No 5430.

² Document COM(2004)864

Service Central des Imprimés de l'Etat

5430/03

N° 5430³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2005-2006

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(20.6.2006)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 24 mai 2006 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 23 mai 2006 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 22 mars 2005;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 20 juin 2006.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

Service Central des Imprimés de l'Etat

5430

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 125

20 juillet 2006

S o m m a i r e

Règlement grand-ducal du 30 juin 2006 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêt en faveur du logement prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement . page	2142
Loi du 10 juillet 2006 portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002	2143
Règlement grand-ducal du 10 juillet 2006 concernant la réglementation temporaire de la circulation sur la route N4 à Pontpierre	2149
Règlement ministériel du 11 juillet 2006 autorisant les conducteurs de tracteurs et véhicules agricoles d'accéder aux contournements de Schieren, Ettelbruck et Erpeldange	2149
Règlement grand-ducal du 13 juillet 2006 modifiant le règlement grand-ducal du 1 ^{er} juillet 1997 fixant le programme et les modalités d'organisation des cours et des examens menant au brevet de maîtrise dans le secteur de l'artisanat	2150
Règlement ministériel du 14 juillet 2006 concernant la réglementation temporaire de la circulation sur le CR110, à l'occasion d'une randonnée équestre et d'attelage	2151
Règlement ministériel du 14 juillet 2006 concernant la réglementation temporaire de la circulation sur la route N8 entre Gäichel et Saeul	2152
Règlements communaux	2152